

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule risques accidentels risques chroniques

Rodez, le 02/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/07/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CENTRALE EOLIENNE DE LA FAGE

21/23 rue d'Algérie
69001 Lyon

Code AIOT : 0006809870

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/07/2022 dans l'établissement CENTRALE EOLIENNE DE LA FAGE implanté Col des Poulzinières 12620 CASTELNAU PEGAYROLS. L'inspection a été annoncée le 27/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CENTRALE EOLIENNE DE LA FAGE
- Col des Poulzinières 12620 CASTELNAU PEGAYROLS
- Code AIOT : 0006809870
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société VALEMO exploite 8 éoliennes sur la commune de Castelnau-Pégayrols réparties sur 3 installations :

- Centrale éolienne du Puech (5 éoliennes : CEPU 1 à CEPU 5) ;
- Centrale éolienne des Pins (1 éolienne : CEPIN) ;
- Centrale éolienne La Fage (2 éoliennes : CEFA 1, CEFA 2).

Tous les aérogénérateurs sont de la marque ENERCON E70 d'une hauteur de mât de 67.5 m pour une puissance unitaire de 2.3 MW. Le parc éolien de La Fage est une installation classée soumise au régime de l'autorisation au bénéfice de l'antériorité pour la rubrique n°2980 de la nomenclature. Il a été mis en service en décembre 2007. Des mesures de protection des chiroptères et des oiseaux doivent être mises en place sur ce parc conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/06/2021. Lors de la visite, l'intérieur (hors nacelle) et les abords de l'éolienne CEFA 2 ont été inspectés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Biodiversité – Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Suivi mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 13/10/2021, article 1	/	Prorogation de mise en demeure	30/09/22

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
10	Protection de l'avifaune	Arrêté Préfectoral du 01/06/2021, article 2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	30/09/22
11	Protection de l'avifaune	Arrêté Préfectoral du 01/06/2021, article 2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	30/09/22

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 13/10/2021, article 1	/	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Sans objet
8	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Protection des chiroptères	Arrêté Préfectoral du 01/06/2021, article 2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au niveau de la protection de la biodiversité, l'inspection constate que système de détection avifaune (SDA) prescrit par l'arrêté préfectoral complémentaire du 1er juin 2021 n'est pas opérationnel à la date de l'inspection.

Concernant la gestion des déchets dangereux, bien qu'ayant dépassé le délai de mise en conformité fixé dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 octobre 2021, l'exploitant a engagé des mesures correctives, notamment l'installation à venir d'une EOLBOX Mini pour la gestion des déchets du parc.

Il est donc proposé à Madame la Préfète de prendre un arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société centrale éolienne de La Fage qui :

- met en demeure l'exploitant d'installer et de mettre en service le SDA avant le 30/09/2022 ;
- proroge l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 octobre 2021 relatif à la gestion de ses déchets dangereux jusqu'au 30/09/2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/10/2021, article 1
Thème(s) : Autre, Suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société CENTRALE EOLIENNE DE LA FAGE (CEFA) dont le siège social est à Lyon (69001) - 21 et 23 Rue d'Algérie - et qui exploite le parc éolien de «La Fage » sur la commune de Castelnau-Pégayrols est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants : Avant le 1er mars 2022 : <ul style="list-style-type: none"> • article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 : en transmettant le rapport de suivi environnemental relatif à la campagne de 2020-2021.
Constats : Le suivi 2021 de l'activité des rapaces et des chauves-souris, suivi de la mortalité des oiseaux et des chauves-souris, a été réalisé par le bureau d'études EXEN. Le rapport a été transmis à l'inspection par courriel le 04/03/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/10/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société CENTRALE EOLIENNE DE LA FAGE (CEFA) dont le siège social est à Lyon (69001) - 21 et 23 Rue d'Algérie - et qui exploite le parc éolien de «La Fage » sur la commune de Castelnau-Pégayrols est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants :</p> <p>Avant le 30 avril 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • article R. 541-45 du code de l'environnement : en émettant tout bordereau de suivi des déchets correctement complété • article R. 541-43 du code de l'environnement : en fournissant le registre de suivi des déchets correctement complété et mis à jour ; • article 20 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 et l'article L. 541-2 du code de l'environnement : en justifiant que les déchets produits par le parc éolien transitent par un site de transit/regroupement dûment autorisé à les prendre en charge .
<p>Constats : L'inspection constate que les déchets dangereux produits par le parc ne sont toujours pas acheminés vers un site de transit/regroupement dûment autorisé à les prendre en charge. Les derniers bordereaux de suivi de déchets (BSD) transmis par courriel le 01/08/2022 (récépissé Trackdéchets) ne sont pas correctement renseignés, le producteur des déchets indiqué étant toujours 'ENERCON SERVICE FRANCE SUD MILLAU' et non la société Centrale Eolienne de La Fage.</p> <p>Néanmoins, par courriel du 01/08/2022, l'inspection constate que l'exploitant a engagé les mesures nécessaires pour lever ces non-conformités dans les plus brefs délais. En effet, la société Ortec Industrie a été sollicitée pour installer prochainement des 'EOLBOX Mini' pour la gestion des déchets des 3 parcs exploités par VALEMO sur ce site (Puech, Pins et La Fage).</p> <p>En conséquence, au regard des démarches engagées par l'exploitant, l'inspection propose de proroger la mise en demeure jusqu'au 30/09/2022.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30/09/2022

[illegible]

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Autre, Consignes d'affichage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment: <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : L'inspection constate que le numéro de l'éolienne visitée (CEFA 2) est parfaitement visible sur le mat. Un panneau d'informations au public est bien positionné sur le chemin d'accès aux éoliennes des parcs de La Fage et des Plos, indiquant clairement les prescriptions à observer pour les tiers.
Observations : L'inspection propose de modifier/actualiser le panneau existant en y indiquant notamment le nom de l'exploitant (aujourd'hui VALEMO pour le parc de La Fage et EDF pour le parc des Plos situé sur la même ligne) et en rajoutant le numéro de téléphone de l'exploitant en cas d'urgence (en plus du 18 et du 112).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'inspection constate que l'intérieur du pied de l'éolienne CEFA 2 est propre et qu'aucun matériaux combustibles ou inflammables n'est entreposé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (...) Avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs et des équipements connexes, les installations électriques visées à l'article 10 sont contrôlées par une personne compétente. Par ailleurs elles sont entretenues, elles sont maintenues en bon état et elles sont contrôlées à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : Par courriel du 01/08/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection les derniers rapports de vérification électrique pour les 8 machines et les 3 postes de livraison des parcs du Puech, Pins et La Fage. L'inspection constate que les installations électriques sont contrôlées annuellement par un organisme accrédité. S'agissant des 2 éoliennes du parc de La Fage, le dernier contrôle effectué par la société SOCOTEC en date du 01/06/2022 ne fait état d'aucune observation. L'exploitant assure le suivi des observations et les registres de maintenance et de sécurité sont régulièrement actualisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : L'exploitant dispose des manuels d'entretien et de maintenance fournis par le constructeur ENERCON : - un manuel d'opération constructeur et descriptifs de maintenance - l'ensemble des rapports de maintenance ('master', 'grease' et 'wind-based') L'inspection constate qu'un registre de maintenance, dûment complété et mis à jour, est présent dans l'éolienne CEFA 2.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : L'inspection constate la présence d'un extincteur au pied de l'éolienne CEFA 2. Ce dernier est contrôlé annuellement (dernière vérification en date du 18/05/2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Protection des chiroptères

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2021, article 2.1
Thème(s) : Autre, Réduction des facteurs d'attractivité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 1- Réduction des facteurs d'attractivité des chiroptères Pendant l'exploitation du parc éolien, tous les facteurs connus identifiés ci-après susceptibles d'attirer les chiroptères sur le site et vers les éoliennes sont éliminés. <ul style="list-style-type: none"> - Toutes les éoliennes, et en particulier les nacelles, sont conçues, construites et entretenues de manière à ne pas encourager les chauves-souris à s'y installer. Tous les vides et interstices sont rendus inaccessibles aux chiroptères dans la limite des contraintes techniques. Les éoliennes et leurs abords sont gérés et entretenus de façon à ne pas attirer les insectes c'est-à-dire à réduire le plus possible la concentration des insectes à proximité des mâts. - Il n'y a pas d'éclairage sauf s'il est obligatoire pour des raisons de sécurité et cet éclairage ne doit pas attirer les insectes et se déclencher automatiquement lors de passage d'un chiroptère ou d'un oiseau. - L'accumulation d'eau à proximité et l'apparition de nouveaux arbrisseaux à proximité ou sous la zone de rotation des pales sont à éviter.
Constats : L'inspection constate que les abords de l'éolienne CEFA 2 sont très bien entretenus et note l'absence d'éclairage. L'exploitant met en oeuvre l'ensemble de mesures de réduction des facteurs d'attractivité des chiroptères visés à l'article 3.1. de l'APC du 01/06/2021. A noter que le bon fonctionnement du dispositif de bridage des éoliennes du parc de La Fage a été vérifié lors de la précédente inspection du 21/07/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2021, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en place du SDA
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3- Mise en place d'un système de détection / bridage avifaune (SDA)</p> <p>Un système visant à réduire la mortalité aviaire, due à une collision avec une éolienne, et fonctionnant en période diurne est mis en place. Ce système (SDA) est basé sur la détection en temps réel et le bridage à une vitesse maximale en bout de pale de 120 km/heure retenue comme non accidentogène pour l'avifaune.</p> <p>Sans amplifier le risque de collision pour l'avifaune ou les nuisances sonores, Un système d'effarouchement de type dissuasion acoustique peut être utilisé en complément du SDA.</p> <p>Le paramétrage du fonctionnement du SDA doit permettre de limiter tous risques de collision avec les individus des espèces cibles en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - détectant l'entrée de tout individu de chaque espèce cible dans la sphère de détection d'une éolienne, - en bridant la vitesse en bout de pale à 120 km / heure de chaque éolienne dès l'entrée de tout individu de chaque espèce cible dans la sphère à risques d'une éolienne. <p>Le SDA tel que défini par le présent arrêté, est opérationnel dans un délai de 12 mois à compter de la signature du présent arrêté.</p> <p>Le niveau de performance du SDA est défini en annexe :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le champ de vision de la détection, - la sphère de détection et la sphère à risques pour les espèces cibles, - le dispositif d'effarouchement, - l'enregistrement vidéo. <p>Les caractéristiques techniques du SDA définies en annexe sont fournies à l'inspecteur de la DREAL deux mois avant la mise en service du SDA.</p>
<p>Constats : Au 27/07/2022, l'inspection constate que le système de détection avifaune (SDA) n'est toujours pas installé, ni même en cours d'installation sur une des 2 éoliennes du parc. Le dispositif devant être opérationnel au plus tard le 01/06/2022.</p> <p>De plus, les caractéristiques techniques du SDA, telles que définies en annexe de l'APC du 01/06/2021, n'ont pas été transmises à l'inspection (2 mois avant la mise en service du SDA).</p> <p>L'inspection demande donc à l'exploitant, avant le 30/09/2022, de transmettre les caractéristiques du SDA, de procéder à son installation et de le rendre opérationnel sur l'ensemble des éoliennes du parc.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30/09/2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2021, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Fonctionnement du SDA
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 4 - Vérifications du fonctionnement du SDA avant et après la mise en service Avant la mise en service du SDA, le fonctionnement de la partie détection du SDA est vérifié par des simulations avec drone. Si un protocole est validé au national, celui-ci s'applique (...).
Constats : Le système n'étant pas installé, le fonctionnement de la partie détection du SDA n'a donc pas été vérifié par des tests avec drone. L'inspection demande à l'exploitant de réaliser les tests drone avant la mise en service du SDA, soit avant le 30/09/2022. Des justificatifs (ex. rapport de tests) devront être transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30/09/2022